



La lettre de la recherche de Bank Al-Maghrib

Numéro 9 – 2025

Dans ce numéro

PUBLICATIONS	04	MANIFESTATION SCIENTIFIQUE	11
Lire les résumés des documents de recherche publiés en 2024 dans la série des documents de travail de Bank Al-Maghrib.		Consulter les manifestations scientifiques organisées par la Banque durant l'année 2024.	
SÉMINAIRES DE RECHERCHE	13	VISITES D'ÉTUDE ET PROGRAMME CHERCHEUR VISITEUR	17
Découvrir le contenu des séminaires de recherche tenus au sein de la Banque.		Découvrir les visites d'étude et experts internationaux accueillis par la Banque.	
ANIMATION DE SÉMINAIRES ET PARTICIPATION A DES CONFÉRENCES SCIENTIFIQUES	20	NOUVELLES RECRUES	23
Explorer les séminaires et conférences scientifiques animés par les chercheurs de la Banque.		Rencontrer les nouveaux membres de l'équipe de recherche de la Banque.	

ÉDITORIAL

Chers lecteurs,

En ligne avec les objectifs du nouveau programme de recherche de Bank Al-Maghrib, nos activités durant l'année 2024 ont été marquées par la poursuite de la production scientifique, l'organisation de plusieurs manifestations scientifiques de haut niveau ainsi que par le renforcement des partenariats et de l'ouverture sur le monde académique, les banques centrales et les institutions internationales.

Sur le plan de la production scientifique, trois documents de travail ont été publiés au cours de l'année, abordant des thématiques importantes pour l'économie marocaine : l'impact des coûts du transport maritime sur l'inflation, la relation entre l'offre de crédits et l'activité économique, ainsi que l'efficacité de l'investissement public direct. Les chercheurs ont aussi contribué à une étude menée par la Banque sur la dynamique du cash au Maroc.

Parmi les événements scientifiques marquants de l'année figure l'organisation, en collaboration avec l'Université Cadi Ayyad de Marrakech, l'Université de Bâle, et en partenariat avec le Conseil Régional de Dakhla Oued Eddahab, de la cinquième édition des Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance (JIMF) à Dakhla du 22 au 24 mai 2024 sous le thème « Intégration économique en Afrique : la voie vers un avenir plus prospère ». Cette manifestation a réuni des décideurs politiques, des ambassadeurs, des présidents d'institutions nationales et régionales ainsi que des représentants du milieu académique et du secteur privé pour débattre des enjeux de l'intégration économique en Afrique.

Plusieurs séminaires de recherche ont également été organisés autour de sujets d'actualité tels que les conséquences de l'entrée en vigueur de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine sur la croissance du continent, l'évolution des mandats et missions des Banques centrales dans un monde en mutation, les dynamiques de la demande de liquidité et les perspectives des paiements digitaux, ou encore les transferts de fonds des non-résidents.

Notre feuille de route pour l'année 2025 inclut de nouveaux projets, dont certains sont d'ores et déjà réalisés. Il en est ainsi de la deuxième édition du Prix Bank Al-Maghrib pour la Recherche Économique et Financière, qui a été organisée en mai dernier. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique RSE de la Banque et témoigne de son engagement en faveur du développement de la recherche scientifique au Maroc.

Les autres projets portent, entre autres, sur l'analyse de certaines politiques publiques ainsi que des thématiques émergentes telles que la transformation numérique et le changement climatique. Bank Al-Maghrib entend également poursuivre, au cours de cette année, la consolidation de ses partenariats avec les institutions académiques nationales et internationales.

Abdessamad SAIDI

Directeur du Département Recherche

“



بنك المغرب
BANK AL-MAGRIB

PUBLICATIONS

”

IMPACT DES COÛTS DE TRANSPORT MARITIME DE MARCHANDISES SUR L'INFLATION AU MAROC



Kamal Lahlou



Saida Hajjaji

Le transport maritime demeure un pilier du commerce mondial, assurant près de 80% des échanges en volume. Cette prédominance en fait également un déterminant essentiel de la formation des prix des biens échangés, en particulier pour les économies ouvertes comme celle du Maroc.

Durant ces dernières années, les coûts du fret maritime ont connu une volatilité sans précédent, alimentée par une succession de chocs. En effet, la pandémie de Covid-19 a profondément perturbé les chaînes d'approvisionnement, engendrant des goulets d'étranglement et une flambée des taux de fret, exacerbée par la reprise économique post-pandémie. En 2021, les indices du transport maritime ont atteint des niveaux records sous l'effet de la congestion portuaire, de la pénurie de conteneurs et de la hausse des coûts énergétiques. La guerre en Ukraine est venue aggraver la situation en bouleversant les routes commerciales et en augmentant les coûts opérationnels.

Ce travail avait pour objectif d'évaluer l'impact des fluctuations du fret maritime sur l'inflation au Maroc en répondant aux interrogations suivantes : Quelle est l'ampleur et le délai de la transmission des hausses des coûts du transport à l'inflation ? Quels en sont les principaux canaux de transmission ?

L'analyse repose sur deux approches économétriques complémentaires : un modèle SVAR avec identification des chocs à la Cholesky et un modèle VAR avec restrictions de signes. Ces modèles ont été appliqués à des données mensuelles couvrant la période 2012-2022 en vue d'examiner l'évolution des effets inflationnistes dans le temps. Deux indices de référence du fret maritime ont été retenus : l'indice Harpex, qui reflète l'évolution des coûts d'expédition des conteneurs, et l'indice Baltic, qui mesure les fluctuations des prix du transport des matières premières en vrac. D'autres variables influençant l'inflation ont également été intégrées, notamment les cours internationaux du pétrole, les prix des matières premières non énergétiques, les prix à la production industrielle et le crédit bancaire.

Les résultats révèlent que la hausse des coûts du transport maritime a un effet significatif et persistant sur l'inflation au Maroc. L'indice Harpex, qui reflète les coûts du transport de conteneurs, exerce une pression plus forte sur l'inflation que l'indice Baltic, davantage lié aux matières premières. Une augmentation de 100% des taux de fret Harpex entraîne une hausse de 0,3% de l'inflation globale (IPC), de 0,5% de l'inflation sous-jacente (IPCX) et de

l'inflation des biens échangeables (IPCXE). En comparaison, un choc similaire sur l'indice Baltic se traduit par une hausse plus modérée de l'inflation, atteignant au maximum 0,2 %.

L'analyse met ainsi en évidence un effet plus marqué du fret maritime sur l'inflation sous-jacente et les prix des biens échangeables, une tendance qui s'explique par la nature des produits transportés. Les biens importés, qu'ils soient destinés à la consommation finale ou intermédiaire, sont particulièrement exposés aux fluctuations des coûts du transport maritime. En revanche, l'impact sur l'inflation globale est atténué par le poids des composantes domestiques dans le panier de consommation.

Un autre enseignement clé de ce travail est que la transmission des coûts du fret à l'inflation ne se fait pas instantanément. L'effet se diffuse progressivement et ne commence à se dissiper qu'après 8 mois pour l'inflation globale et jusqu'à 12 mois pour l'inflation des biens échangeables. Cette dynamique souligne l'importance des effets indirects, notamment la répercussion des coûts du transport sur les prix des intrants intermédiaires, qui se traduit par une augmentation des coûts de production avant d'impacter les prix finaux.

En somme, les résultats de ce travail confirment que les coûts du transport maritime constituent un facteur qui influence l'inflation au Maroc. En raison de son ouverture commerciale significative et de sa forte dépendance aux importations, l'économie marocaine est de plus en plus exposée aux variations des taux de fret. Bien que le marché du transport maritime ait connu une relative stabilisation en 2023 et 2024 après les tensions des années 2021-2022, plusieurs risques demeurent. La concentration accrue du secteur, où trois grandes alliances contrôlent plus de 80% du marché mondial du fret conteneurisé, réduit la flexibilité

des prix et pourrait accentuer la volatilité des coûts à l'avenir. Par ailleurs, les tensions géopolitiques continuent d'exercer des pressions sur les prix des carburants, les routes maritimes ainsi que les chaînes logistiques mondiales.

Enfin, dans la perspective d'amélioration de ce travail, il serait opportun de développer des indices spécifiques permettant de suivre l'évolution des coûts du fret appliqués aux importations marocaines. Parallèlement, une réflexion sur la diversification des modes de transport semblerait pertinente pour atténuer l'impact des chocs du fret sur l'inflation.

L'EFFICIENCE DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC DIRECT AU MAROC



Hicham Doghmi

L'investissement public dans des infrastructures économiques et sociales de qualité joue un rôle crucial dans le processus de développement des nations et contribue significativement à une croissance économique soutenue et inclusive. Il améliore la prestation des services publics, la qualité de vie, les niveaux de qualification et la santé des citoyens. La mise en place d'infrastructures de transport soutient les activités du secteur privé en connectant les marchés, en réduisant les coûts et en facilitant la production et le commerce. De plus, l'investissement public stimule l'activité économique à court terme via la demande agrégée et peut également accroître la capacité de production de l'économie à long terme.

Cette relation positive entre l'investissement public et la croissance économique est bien documentée dans la littérature empirique. Plusieurs études montrent que l'investissement public a des effets significatifs et durables sur la production. Néanmoins cet impact est généralement plus faible dans les pays en développement (PED) que dans les pays avancés.

Si l'impact de l'investissement public sur la production est plus faible dans les PED, cela est attribuable principalement à la présence d'inefficience dans le processus d'investissement

public. Cette inefficience se manifeste par la présence de lacunes dans la sélection des projets, la faiblesse de la mise en œuvre et du suivi, le gaspillage des ressources et la prévalence de la corruption, donnant lieu à des projets inefficacement exécutés. Dans de telles conditions, seule une fraction de l'investissement public se traduit en infrastructures productives.

L'objectif principal de ce papier est de quantifier l'efficience technique de l'investissement public au Maroc, de manière comparative avec les PED. Plus précisément, il s'agit de comparer le niveau du stock de capital (input) et le volume du stock d'infrastructures (output) des pays dans une fonction de production. L'idée sous-jacente est que si deux pays investissent le même montant, celui qui dispose du plus grand volume d'infrastructures sera considéré comme plus efficace. Le score d'efficience mesure la distance entre le stock d'infrastructure réel d'un pays et la frontière d'efficience potentielle. Cette analyse comparative est menée pour un panel de 70 PED - dont le Maroc - sur la période 2000-2019, en utilisant une approche de frontière stochastique.

Les résultats montrent qu'il existe des marges de manœuvre pour accroître l'efficience de l'investissement public. En moyenne, près de 30% des ressources publiques investies sont perdues chaque

année dans les PED. L'efficacité s'améliore progressivement à mesure que le pays se développe : 55% pour les pays à faible revenu, 72% pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 75% pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Concernant le Maroc, l'efficacité est estimée à 66%, ce qui correspond à une inefficacité de près de 34%. Cette performance du Maroc reste en dessous de la moyenne des pays à revenu intermédiaire.

Ces scores d'efficacité traduiraient l'existence de faiblesses institutionnelles au niveau de la conception, de l'évaluation et de la sélection des projets, ainsi que la prévalence de la corruption. L'amélioration de la qualité des institutions est essentielle pour optimiser l'utilisation des ressources et améliorer les réalisations en matière d'infrastructures, notamment en renforçant l'efficacité de la gouvernance dans le secteur public.

DYNAMIQUE DE L'OFFRE DE CRÉDITS ET ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE AU MAROC



Yassine Slaoui

Depuis la crise financière mondiale de 2008, l'analyse des déterminants de la dynamique du crédit bancaire a suscité un regain d'intérêt, notamment pour distinguer les facteurs d'offre des facteurs de demande. Ce travail de recherche s'inscrit dans cette perspective en cherchant à isoler les chocs d'offre de crédits au Maroc et à évaluer leur impact sur les principales variables macroéconomiques, en particulier le stock des prêts en cours et le PIB. L'analyse repose sur une modélisation de type SVAR (modèle vectoriel autorégressif structurel) avec restrictions de signe pour l'identification des chocs structurels. Ce cadre méthodologique s'appuie sur les travaux de Uhlig (2005) et Falagiarda (2014), tout en les adaptant aux spécificités du contexte marocain.

L'identification des chocs repose sur une spécification comportant cinq variables macroéconomiques : le PIB réel, l'inflation, le taux directeur, le taux débiteur moyen des crédits bancaires, et le volume total des crédits accordés à l'économie. Quatre types de chocs sont distingués : les chocs d'offre agrégée, de demande agrégée, de politique monétaire et d'offre de crédits. Pour

chacun d'eux, des restrictions de signe sont imposées sur les fonctions de réponse impulsionnelles, en cohérence avec les prédictions théoriques issues des modèles DSGE intégrant le secteur bancaire. Les estimations couvrent la période allant de 2010 à 2020.

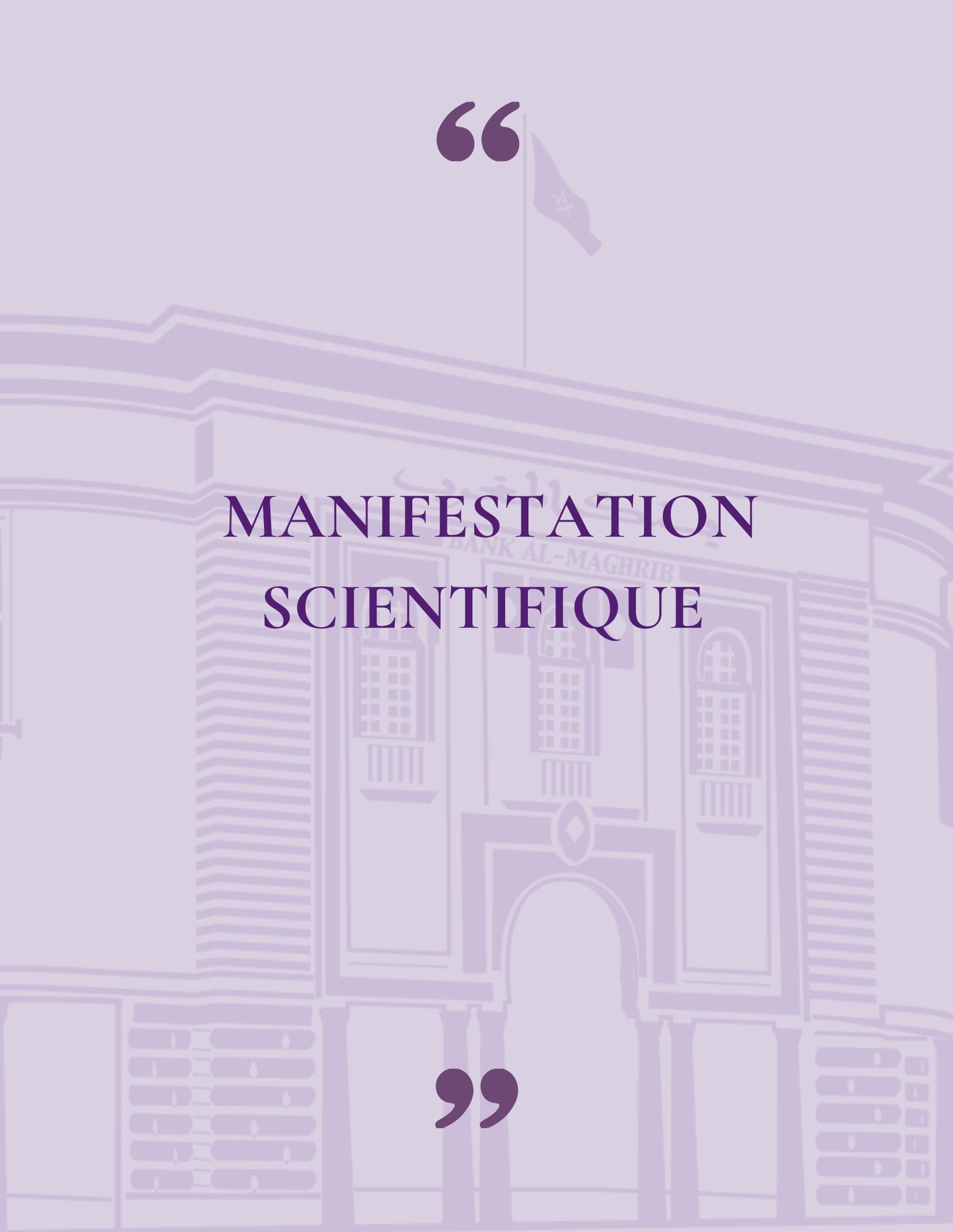
Les principaux résultats empiriques mettent en évidence un rôle significatif des chocs d'offre de crédits dans l'évolution du volume des crédits bancaires, en particulier durant la période 2005–2010, caractérisée par la hausse des prix de l'immobilier et l'abondance de liquidités. Au cours de la décennie suivante, la contribution des chocs d'offre de crédits s'est progressivement normalisée. Concernant le PIB, la contribution des chocs d'offre de crédits à la croissance a augmenté de manière continue, passant de 2,5 % en 2010 à 4,5 % en 2020. Ce résultat suggère une financiarisation croissante de l'économie nationale, caractérisée par une interdépendance accrue entre le système financier et la sphère réelle.

Par ailleurs, à partir de 2020, la pandémie de Covid-19 a entraîné une contraction simultanée de l'offre et de la demande de crédits, aggravée par la

dégradation de la qualité des portefeuilles bancaires. Le taux de créances en souffrance a augmenté, tandis que la structure des dépôts s'est modifiée au profit d'une plus grande liquidité, traduisant une aversion accrue au risque de la part des déposants. Face à cette situation, les autorités ont déployé plusieurs dispositifs exceptionnels afin de préserver le financement de l'économie. Parmi ceux-ci, les programmes Damane Oxygène et Damane Relance ont joué un rôle central en soutenant la trésorerie des entreprises.

L'ensemble des résultats obtenus dans ce document de travail souligne l'importance des chocs d'offre de crédits en tant que moteur autonome des cycles financiers et réels au Maroc. Leur identification permet de mieux caractériser les phases d'expansion et de ralentissement du crédit, d'en comprendre les mécanismes sous-jacents, et d'éclairer les décisions de politiques macroprudentielles.

“

The background features a stylized, light purple illustration of the Bank Al-Maghrib building. The building has a classical architectural style with a central arched entrance, flanked by columns and windows with decorative grilles. Above the entrance, the text "BANK AL-MAGHRIB" is visible. A flag with a star and crescent is flying on a pole in front of the building.

MANIFESTATION
SCIENTIFIQUE

”



LA CINQUIÈME ÉDITION DES JOURNÉES INTERNATIONALES DE MACROÉCONOMIE ET DE FINANCE

Dakhla, du 22 au 24 mai 2024



Bank Al-Maghrib, le Laboratoire de Recherche en Innovation, Responsabilités et Développement Durable (INREDD) de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech, et le Bernoulli Center for Economics (BCE) de l'Université de Bâle, en collaboration avec le Conseil Régional de Dakhla-Oued Eddahab, ont organisé à Dakhla, du 22 au 24 mai 2024, la cinquième édition des Journées Internationales de Macroéconomie et de Finance (JIMF), autour du thème : « Intégration économique en Afrique : La voie vers un avenir plus prospère ».

Les travaux de la conférence ont été ouverts par les allocutions de M. Abdellatif Jouahri, Wali Bank Al-Maghrib, de M. Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce et de M. Yanja El Khattat, Président du Conseil régional de Dakhla-Oued Eddahab.

La première journée a été marquée par des panels de haut niveau, réunissant d'éminentes personnalités telles que M. Ahmed Réda Chami, Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) du Maroc, Mme Émilienne Raoul, Présidente du CESE de la

République du Congo, et M. Alfred Poloko, Président du CESE de la République centrafricaine. Les ambassadeurs du Niger, du Burkina Faso, du Tchad et du Mali ont également apporté leurs perspectives dans le cadre d'un panel consacré à l'Initiative Atlantique et à l'intégration économique.

Aussi, Mme Vera Songwe, Présidente de la facilité de liquidité et de durabilité a partagé son expertise sur le rôle de la politique monétaire et les investissements directs étrangers dans le renforcement de l'intégration du continent africain.

Les deux journées suivantes ont été consacrées à la présentation de 18 travaux de recherche réalisés par des chercheurs issus de 12 universités nationales et internationales. Les communications ont exploré des thématiques variées telles que le changement climatique, la gouvernance, le rôle des IDE, les chaînes de valeur mondiales, ou encore les conditions socioéconomiques dans un contexte d'intégration continentale.

“



**SÉMINAIRES DE
RECHERCHE**

”

AFRIQUE SANS FRONTIÈRES : GUIDE POUR LES SCEPTIQUES À LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE CONTINENTALE



Monsieur Andrew Mold, Économiste principal à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, et Monsieur Francis Mangeni, Coordinateur des Conseillers régionaux sur la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine, ont animé, le jeudi 22 février 2024, un webinaire de recherche dédié à la présentation de leur livre intitulé « Afrique sans frontières : Guide pour les sceptiques à la Zone de Libre-Échange Continentale ».

À cette occasion, les auteurs ont dressé un état des lieux de la mise en œuvre de la ZLECAF, entrée en vigueur en janvier 2021, tout en s'attaquant aux idées reçues sur le commerce intra-africain souvent jugé trop faible. L'ouvrage met en évidence les bénéfices attendus de l'accord, notamment la création d'un vaste marché intégré, la prévisibilité offerte par le mécanisme de règlement des différends, et les réformes structurelles qu'il induit. Contrairement au discours dominant, les auteurs démontrent que le commerce intra-africain a une importance économique sous-estimée, du fait notamment de la forte prévalence du commerce informel et de biais statistiques liés aux exportations de matières premières. Ils soulignent également le potentiel de transformation que recèle une meilleure intégration commerciale, notamment à travers le développement de chaînes de valeur continentales, le soutien aux grandes entreprises africaines, et le renforcement des secteurs industriels stratégiques. Le Maroc est cité comme un exemple d'acteur régional déjà bien positionné pour tirer profit de cette dynamique, grâce à ses investissements ciblés en Afrique subsaharienne.

CLIMATE RISKS AND ECONOMIC ACTIVITY IN FRANCE: EVIDENCE FROM MEDIA COVERAGE



M. Oussama Houari, chercheur Post-doctorant à l'Université de Nantes, a animé un webinaire de recherche le 7 mars 2024 intitulé « Climate Risks and Economic Activity in France : Evidence from Media Coverage ». L'étude analyse l'impact des risques climatiques sur l'activité économique en France en s'appuyant sur des méthodes de traitement du langage naturel appliquées à trois grands journaux français (Le Monde, Les Echos et Le Figaro) sur la période 2000-2023. Des mesures innovantes des risques climatiques ont été construites, distinguant les

risques physiques des risques de transition. Les résultats présentés mettent en évidence plusieurs canaux de transmission à travers lesquels ces risques influencent l'économie, notamment l'épargne, l'inflation et le crédit. En outre, les risques physiques ont un impact plus marqué sur les agrégats macroéconomiques, tandis que les risques de transition affectent davantage les variables financières. Enfin, l'analyse des sentiments révèle que le ton adopté par les médias au sujet des risques climatiques joue un rôle clé, au-delà de la simple fréquence des articles publiés. L'étude conclut que les médias influencent de manière significative la perception du public des enjeux climatiques et de leurs répercussions économiques.

LES PRÉVISIONS DE LA DEMANDE DE CASH : FAITS, MYTHES ET DÉFIS

Professeur Seitz, a animé le 17 octobre 2024 un séminaire de recherche portant sur « les prévisions de la demande de cash : faits, mythes et défis ». Après avoir présenté un aperçu global du cadre théorique et empirique de la demande de cash, le Professeur F. Seitz a axé son intervention sur les difficultés croissantes à prévoir la circulation fiduciaire, notamment en raison de l'asymétrie d'information existante et de la complexité à identifier des proxys empiriques pour certains motifs de détention du cash tel que l'anonymat et la confiance.



Parmi les propositions préconisées par le Pr Seitz figurent (i) la nécessité de combiner des études macroéconomiques et microéconomiques pour mieux appréhender le comportement de l'usage du cash (ii) envisager un ensemble de modèles (à la carte) en combinant leur choix d'usage avec l'expérience. Pr Seitz a conclu que « le cash est toujours vivant » malgré les évolutions technologiques qui ont favorisé le développement de monnaies digitales.

ESTIMATION ALTERNATIVE DES TRANSFERTS DE FONDS PAR LES MACÉDONIENS NON-RÉSIDENTS



Le vendredi 29 novembre 2024, un séminaire de recherche, animé par Mme. Sultanija Bojceva, Directrice de la politique monétaire, de la recherche et des statistiques à la Banque Nationale de la République de Macédoine du Nord, au profit des économistes de Bank Al-Maghrib a porté sur la proposition d'une estimation alternative des transferts de fonds par les Macédoniens non-résidents. Cette méthode se concentre sur l'identification des flux informels à travers des enquêtes ménages et des approches indirectes afin d'améliorer la précision des statistiques.

La méthodologie combine des données des systèmes de transferts internationaux, des opérateurs de transfert d'argent et des bureaux de change, avec des ajustements basés sur des simulations. Les résultats montrent que les transferts informels, souvent acheminés en espèces, représentent une part importante des transferts et sont principalement destinés à la consommation courante des ménages. En outre, les discussions ont permis d'explorer dans quelle mesure l'approche méthodologique est applicable dans le contexte marocain. Il a été souligné l'importance de développer des outils similaires pour saisir les flux informels de transfert de fonds. Les participants ont suggéré que Bank Al-Maghrib pourrait adopter une approche basée sur les enquêtes auprès des ménages, en ciblant particulièrement les régions rurales et les populations non bancarisées.

ENJEUX ÉMERGENTS ET NOUVEAUX MANDATS DES BANQUES CENTRALES



M. Marko Škreb, ancien gouverneur de la Banque nationale de Croatie, a animé un séminaire de recherche le 12 décembre 2024, intitulé «Enjeux émergents et nouveaux mandats des Banques centrales». L'intervenant a présenté les mutations profondes que connaissent les banques centrales dans un environnement mondial de plus en plus complexe et incertain. Après un rappel historique, il a mis en avant les apports du ciblage de l'inflation en tant que cadre de politique monétaire dominant, tout en soulignant ses limites, notamment pour les économies émergentes confrontées à des défis structurels. La présentation a insisté sur l'élargissement progressif des mandats des banques centrales : au-delà de la stabilité des prix, elles sont désormais sollicitées sur des questions telles que le changement climatique, l'inclusion financière, la protection des consommateurs, ou encore les inégalités sociales et territoriales. Ce « glissement de mandat » peut, selon lui, affecter la crédibilité et l'indépendance des banques centrales. Il a également évoqué les nouveaux défis liés à la digitalisation de la finance et souligné l'importance de renforcer la gouvernance, les capacités internes et la résilience institutionnelle face aux chocs futurs.

“

The background features a stylized, light purple illustration of a building facade. The building has a central arched entrance, flanked by windows with decorative grilles. Above the entrance, there is a small diamond-shaped emblem. A flag with a white star and crescent is flying on a pole to the left of the building. The entire scene is rendered in a monochromatic purple color scheme.

**VISITE D'ÉTUDE ET
PROGRAMME
CHERCHEUR VISITEUR**

”

VISITE DE RECHERCHE DE M. FRANZ SEITZ

Du 14 au 18 octobre 2024

Monsieur Franz SEITZ, professeur d'économie à l'Université Amberg Weiden des sciences appliquées en Allemagne et consultant auprès de plusieurs banques centrales (BCE, BNS et la Deutsche Bundesbank), a effectué une deuxième visite de recherche à BAM du 14 au 18 octobre 2024. Cette visite a permis de poursuivre une collaboration fructueuse initiée en 2020 qui s'est concrétisée par la publication du document de travail



conjoint portant sur « l'estimation du cash non transactionnel au Maroc »[1]. Durant cette visite, les chercheurs de BAM ont pu approfondir leurs échanges avec l'expert autour de la thématique du cash, et s'investir dans la construction d'une base de données en panel qui sera exploitée dans le cadre d'un projet de recherche commun en cours.

VISITE D'ÉTUDE DE LA BANQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DE MACÉDOINE DU NORD

Du 27 au 29 novembre 2024



Une délégation de la Banque Nationale de la République de Macédoine du Nord (BNRM) a effectué une visite d'étude à Bank Al-Maghrif (BAM) du 27 au 29 novembre 2024. Cette visite s'inscrit dans le cadre des relations de coopération initiées en 2015 entre les deux institutions et visait à favoriser les échanges d'expériences autour de thématiques stratégiques liées aux métiers des banques centrales.

Le programme a été structuré en plusieurs sessions, couvrant des domaines et missions des deux Banques centrales tels que la recherche économique, les cadres de projection et de modélisation et la supervision macroprudentielle. Les travaux de recherche présentés ont permis des échanges approfondis, notamment sur les dynamiques salariales, la fixation des prix, les taux d'intérêt neutres et la transmission de la politique monétaire. Un intérêt particulier a été accordé à la comparaison des cadres de modélisation utilisés par les deux institutions, ainsi qu'à la coordination entre politiques monétaire et macroprudentielle. À l'issue de cette visite, plusieurs pistes de collaboration ont été identifiées, ouvrant la voie à des projets de recherche conjoints entre BAM et la BNRM.

[1] La première visite de recherche réalisée par Mr Franz Seitz au Maroc s'est tenue du 26 au 30 septembre 2022.

VISITE DE TRAVAIL DE M. MARKO ŠKREB

Du 9 au 13 décembre 2024



Monsieur Marko Škreb, ancien Gouverneur de la Banque nationale de Croatie et consultant auprès du BCC Swiss, a effectué une visite de travail à Bank Al-Maghrib du 9 au 13 décembre 2024, dans le cadre de l'élaboration du programme de recherche 2024-2028. Cette visite a été marquée par l'animation d'un séminaire de recherche intitulé « Enjeux émergents et nouveaux mandats des banques centrales », et a permis de renforcer les échanges entre l'expert et les équipes du Département Recherche sur les meilleures pratiques internationales en matière de planification stratégique de la recherche. Cette mission s'inscrivait dans le prolongement d'un accompagnement de plusieurs mois mené à distance, durant lequel M. Škreb et le Département Recherche ont pu définir les axes structurants du nouveau programme de recherche et à formuler des recommandations pour améliorer le processus d'élaboration des futurs programmes de recherche. Le résultat de ce travail collaboratif a été la finalisation du programme de recherche 2024-2028, désormais publié sur le portail institutionnel de Bank Al-Maghrib.

“

The background features a stylized, light purple illustration of a building facade with arched windows and a central entrance. A flag with a star and crescent is flying on a pole in front of the building. Arabic calligraphy is visible above the entrance, and the text 'UNIVERSITY AL-MAGHRIB' is partially legible on the building's facade.

ANIMATION DE
SÉMINAIRES ET
PARTICIPATION A DES
CONFÉRENCES
SCIENTIFIQUES

”

EDITION 2024 DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE CASH

Varsovie, 12-13 septembre 2024



L'édition 2024 de la conférence internationale sur le cash s'est tenue à Varsovie les 12 et 13 septembre, au sein de la Banque Centrale de Pologne (Narodowy Bank Polski). Cet événement a rassemblé des universitaires, des chercheurs et des experts opérationnels de la fiduciaire issus de diverses banques centrales, autour de la thématique « Façonner une nouvelle réalité pour le cash : nouvelle normalité - anciens défis ». Parmi les institutions représentées, on note la Banque du Canada, la BCE, la Banque de France, la Banque d'Espagne, la Bundesbank, la Banque des Pays-Bas, la Banque Nationale Suisse, entre autres. La conférence s'est articulée autour de quatre sessions plénières, chacune comprenant la présentation de deux à trois travaux académiques (Session 1 « Préviation de la demande de cash », Session 2 « Paiements, consommateurs et confiance – le rôle du cash », Session 3 « Evolution du rôle du cash dans la société », Session 4 « Accès au cash »). Cette conférence a notamment mis en lumière les défis croissants liés à la modélisation de la demande de cash, dans un contexte mondial marqué par une plus forte incertitude. Mme Lintah SHIMI, Responsable du service de Recherche sur la Politique Monétaire au sein du Département de Recherche, a participé à cet événement en y présentant les estimations portant sur les déterminants de la demande de cash au Maroc.

FORUM MONEY-BANK-FINANCE-MANAGEMENT

Rabat, 22 novembre 2024



Dans le cadre des activités de l'équipe de recherche « Money, Finance and Bank », affiliée à la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Salé (Université Mohammed V de Rabat), un forum scientifique s'est tenu le 22 novembre 2024 autour de la thématique « Money-Bank-Finance-Management ». Ce forum a pour ambition de devenir un rendez-vous annuel de réflexion et d'échange sur les grandes questions économiques, financières et managériales, en réunissant chercheurs, experts et décideurs institutionnels. Il vise à offrir un espace de débat rigoureux sur les transformations majeures qui traversent la

sphère réelle et financière, et à contribuer à une meilleure compréhension des enjeux économiques contemporains, notamment en lien avec les politiques publiques, la compétitivité des entreprises, la transition numérique et les impacts du changement climatique.

M. Kamal Lahlou, économiste-chercheur au sein du Département Recherche de Bank Al-Maghrib, a animé la session plénière inaugurale, consacrée aux « Enjeux et défis de l'économie informelle au Maroc ». À cette occasion, il a présenté les principaux enseignements issus des travaux récents menés par la Banque sur ce sujet, en apportant un éclairage analytique sur la taille, l'évolution et les déterminants de l'économie informelle au Maroc. Son intervention a nourri le débat scientifique autour des politiques économiques à même de mieux appréhender ce phénomène complexe et ses implications sur le développement économique.

DEUXIÈME ÉDITION DES JOURNÉES INTERNATIONALES DES MÉTHODES EMPIRIQUES EN ÉCONOMIE ET EN FINANCE

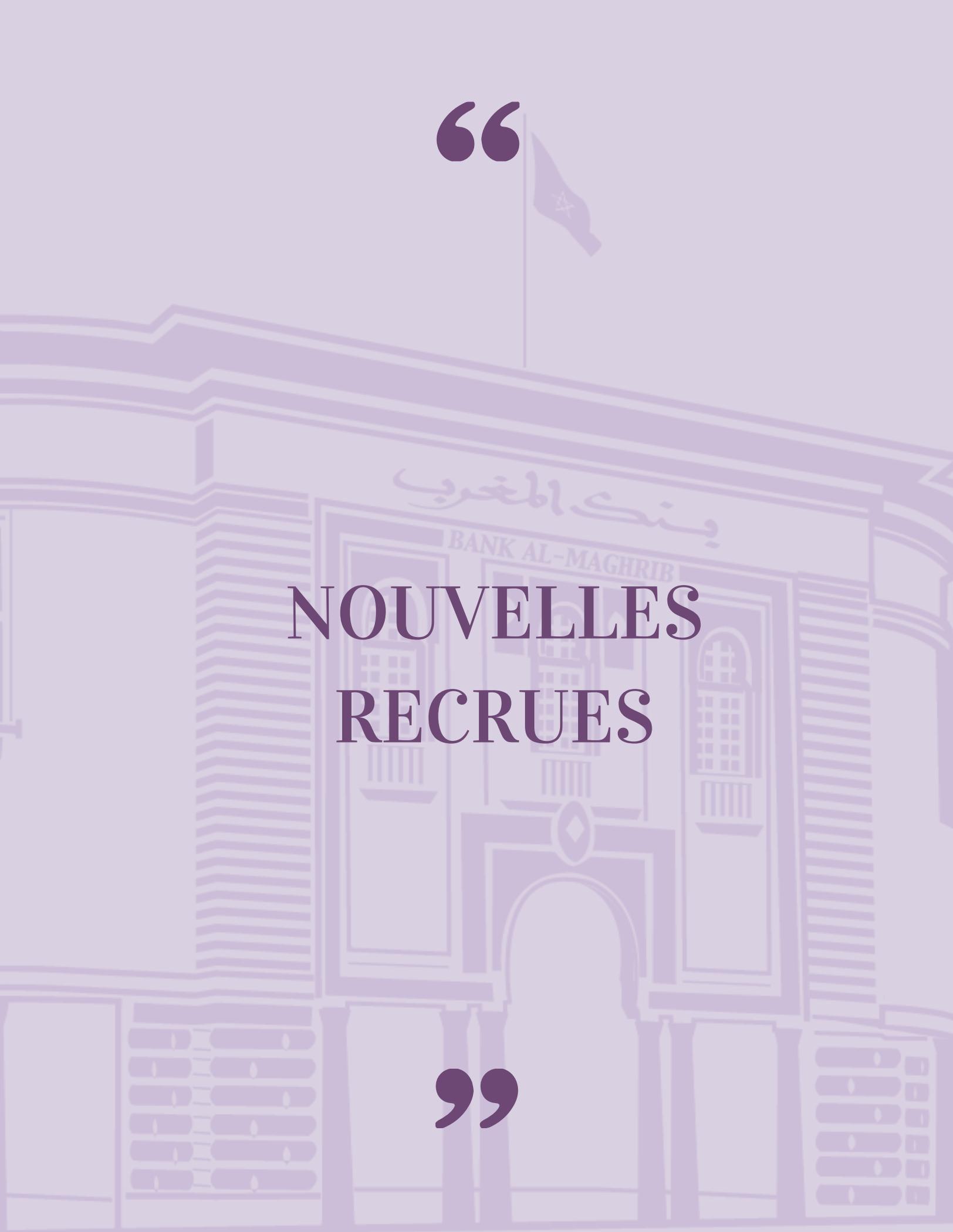
Rabat, 17 octobre 2024



Dans le cadre des activités scientifiques de la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Salé, la 2^{ème} édition des Journées internationales des méthodes empiriques en économie et en finance a eu lieu le 17 octobre 2024, offrant un espace d'échange et de réflexion sur les approches méthodologiques appliquées aux problématiques économiques et financières contemporaines. Cette manifestation a réuni un ensemble de chercheurs nationaux et internationaux autour de conférences plénières et d'ateliers thématiques.

Dans ce cadre, Mme Aya Achour et Mme Saida Hajjaji ont respectivement présenté leurs travaux intitulés « The Morocco Policy Analysis Model: Theoretical Framework and Policy Scenarios » et « Impact des coûts de transport maritime de marchandises sur l'inflation au Maroc ». Ces interventions ont enrichi les débats en apportant des éclairages sur les politiques économiques et les déterminants de l'inflation dans le contexte marocain.

“

The background of the page is a light purple illustration of the Bank Al-Maghrib building facade. The building features a central arched entrance, flanked by columns and windows with decorative grilles. Above the entrance, the name 'بنك المغرب' is written in Arabic script, and 'BANK AL-MAGRIB' is written in English. A flag with a star and crescent is flying from a pole on the roof.

**NOUVELLES
RECRUES**

”

NOUVELLES RECRUES



Amine Jaafar est un économiste chercheur et data scientist. Il a rejoint le département de recherche en tant que membre du service de recherche financière. Formé en « Mathématiques Appliquées à la Finance » et en Financial Engineering and Operations Research, il a développé une expertise en modélisation mathématique et analyse financière. Ses travaux de recherche portent notamment sur le pricing de la roche phosphate via des méthodes métaheuristiques et des systèmes d'enchères, ainsi que sur le credit scoring pour les PME utilisant le machine learning.



Oussama Houari a rejoint Bank Al-Maghrib en tant que membre du service recherche sur la politique monétaire, après quelques années d'expérience dans la recherche académique en France. Titulaire d'un doctorat en macroéconomie et finance internationale de l'Université de Poitiers, ses travaux de recherche portent sur les chocs d'incertitude, les phénomènes de contagion, ainsi que la quantification des risques climatiques et leur impact sur les sphères réelles et financières de l'économie. Avant d'intégrer BAM, Oussama exerçait en tant que chercheur post-doctorant au Laboratoire d'Économie et de Management de Nantes-Atlantique (LEMNA) et chercheur associé au Laboratoire d'Économie de Poitiers (LEP). Il a coorganisé et animé de nombreuses manifestations scientifiques à l'international, notamment en France, Allemagne, Grèce, etc.



Said Gharnit a rejoint Bank Al-Maghrib en tant que membre du service analyse des politiques publiques. Il est titulaire de deux masters, l'un en « Ingénierie Financière Publique » de l'Université Mohammed V et l'autre en « Études Économiques Européennes » du Collège d'Europe en Belgique. Avec huit ans d'expérience dans l'administration publique, il a acquis une expérience internationale en tant qu'économiste à l'Office de la Propriété Intellectuelle de l'Union Européenne (EUIPO) en Espagne. Il mène actuellement des études doctorales en Économie appliquée sur les politiques d'énergie et la croissance économique au Maroc.

